

semblable démarche, s'il en est une, réside peut-être dans le rôle de garde-fou qu'elle cherche à assumer. Toutefois, la verve du ton ne le cède en rien à celui d'un pamphlet et aux inévitables emportements qui l'accompagnent. De même peut-on déplorer le caractère par trop abstrait et l'abondance de circonlocutions dans plusieurs développements. Par exemple : « l'histoire de l'Absolu » (p. 68), « le Dimensional extatique de la phénoménalité » (p. 66) ou encore « Dans la souffrance de son souffrir comme se souffrir soi-même » (et ainsi de suite jusque dans) « la plongée dans son être propre, son union et sa communion avec lui en la transparence de son affectivité » (p. 67-68). Pareilles expressions non seulement ne sont pas toujours claires, mais accentuent la gravité du ton dont sont coutumiers les penseurs de la décadence.

Le destin de ce livre tient d'une certaine ironie. La popularité dont il semble bénéficier en fait une expression concrète de ce que l'auteur a le plus vivement dénoncé : les produits et les images de la communication médiatique. Alors qu'il adresse une critique des plus vives à la société moderne et à ses formes d'accomplissement culturelles, jugées subversives, de la vie, n'est-il pas significatif qu'il soit précisément récupéré par ces mêmes média qu'il désavoue ? Ainsi, la société parvient-elle à absorber les attaques qui lui sont portées, fussent-elles les plus radicales : redoutable moyen de les banaliser !

Nzé Nguéma Fidèle Pierre
Département d'anthropologie
Université Laval

Gilbert Larochelle
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

Jacques T. GOUBOUT : *La démocratie des usagers*, Boréal, Montréal, 1987, 192 p.

En lisant Jacques T. Godbout, j'ai toujours pensé qu'un jour ou l'autre il exprimerait les fondements de sa pensée. Avec *La démocratie des usagers*, on peut dire qu'il y arrive un peu. Peut-être pas selon ce que j'aurais aimé découvrir mais sûrement selon ce qu'on pouvait pressentir.

Ce livre est une suite logique de *La participation contre la démocratie* paru en 1983. Godbout y approfondit les problèmes qu'il avait alors identifiés : le pouvoir des permanents. Ces derniers auraient des propensions à légitimer leur position en évacuant toute emprise sur eux, surtout celle des usagers dont ils se font les défenseurs inconditionnels. Ils s'autolégitimeraient à un point tel qu'ils fausseraient les règles élémentaires d'une saine démocratie et, par leur façon d'être, empêcheraient même l'éclosion d'une société davantage construite selon les attentes et les desiderata des usagers.

Considérant ce pouvoir comme nettement corporatiste et néfaste à une conception libérale de la démocratie, Godbout a construit son argumentation en conséquence. Après quelques précisions conceptuelles fort utiles en introduction, il aborde le vieux problème du producteur et de l'utilisateur (chapitres 1 et 2). Je dis bien « vieux problème » parce qu'il perdure depuis la 1ère Internationale et n'a donné lieu qu'à des réponses opposées dès lors que l'approche mise de l'avant pour formuler une solution privilégie soit le producteur, soit l'utilisateur, à l'époque le « consommateur », grâce auquel l'économie s'activerait selon l'intérêt de ce dernier. Par la suite, plaçant le citoyen au centre de son approche (chapitre 3), l'auteur poursuit en analysant l'importance grandissante des salariés dans la société post-industrielle (chapitre 4), importance principalement liée à l'essor des services publics dont les producteurs prendraient quasi en otage les citoyens-utilisateurs. Dans ce modèle sociétal, le citoyen serait phagocyté (chapitres 5 et 6) dès que le jeu de la compétition s'atténue, jeu qui, par ailleurs, ne devrait idéalement que déboucher sur une société davantage égalitaire et respectueuse de l'environnement, une société qui ne placerait pas la croissance au cœur de son développement

(chapitre 7). Une société qui s'affirmerait grâce à l'équilibre entre deux principes opposés (chapitre 8), celui de l'étranger social qui, en retrait, peut toujours manifester son désaccord sans trop de contraintes et celui de l'appartenance qui fait de l'étranger malgré tout un citoyen responsable et loyal. Une société régulée sur la base de l'usager sans que celui-ci en soit partie prenante à part entière puisqu'il doit y demeurer « étranger » (chapitre 9).

Ce dernier point constitue l'essence même de l'argumentation de Godbout, ce grâce à quoi tiennent les réflexions qu'il déploie avec parfois beaucoup de doigté et de virtuosité. En ce point, il serait au cœur du modèle de la démocratie libérale, modèle que l'auteur ne questionne pas. Ce serait un acquis des temps, un invariant assuré de la pérennité. De fait, le problème de la pérennité ne semble guère préoccuper Godbout, puisqu'en aucun endroit il ne suggère des modalités d'application de la démocratie des usagers. Il faut quasiment les deviner au travers de ses critiques des écarts qui peuvent se manifester. En effet, Godbout a la plume en liberté sur la critique des faits qu'il prétend contraires aux principes fondamentaux mais demeure souvent muet sur ce qui assurerait des solutions intéressantes non seulement pour les corriger mais surtout affirmer autre chose. C'est là l'une des principales faiblesses de ce livre. Elle devient même agaçante lorsqu'elle se conjugue avec des phrases chocs ou des analyses dont les contours renvoient à des oppositions binaires qui trahissent une vision simpliste du modèle privilégié.

Personnellement, je me serais attendu à plus sur ces points fondamentaux. La pensée marxiste contemporaine a poussé beaucoup plus loin l'analyse des fondements des démocraties libérales et a fait ressortir avec sagacité l'importance de la lutte des classes comme source d'affirmation des applications concrètes. Elle a même raffiné énormément la conception des classes — je pense en particulier aux travaux de Wright et de Roemer — et mis de l'avant de nouveaux concepts qui permettent d'aller tout aussi loin que les disciples de Weber dans l'étude des phénomènes sociaux. Que Godbout n'y puise pas des éléments nouveaux n'indispose guère. Qu'il n'en tienne pas compte surprend d'autant plus que l'usager, qu'il place au centre même de sa réflexion, se situe par définition hors-classe, étranger, mais aussi appartenant à l'une d'elles à titre même d'usager car les classes sociales n'ont jamais été, sauf pour certains auteurs, qu'un simple construit d'un mode de production. Elles sont plutôt des forces en présence au sein de formations sociales et s'y affirment par des luttes diverses.

Évidemment, dès qu'on privilégie une dialectique appuyée sur des principes opposés, celle de la lutte des classes y perd son latin. C'est néanmoins au travers de cette dernière que se trament et se façonnent les ajustements délicats entre l'alternance « étranger » et « membre à part entière » au sein de toute formation sociale. À tout le moins beaucoup plus que sous l'impact de changements technologiques ou d'innovations que la sociologie et la science politique, surtout américaines, ont cherché à valoriser pour expliquer le changement.

Il y a, sur ces points, des blocages chez Godbout. Ils sont, je crois, trop visibles pour ne pas les souligner car, en les véhiculant peut-être sans trop le vouloir, l'auteur s'empêche de plonger dans l'étude des sociétés concrètes et de signaler des originalités qui débordent le modèle étroit qu'il a constamment en tête. Ces sociétés concrètes se retrouvent surtout dans les pays scandinaves. Leur évocation aurait permis d'attirer l'attention sur des éléments moins techniques qui, tout en assurant le changement, maintiennent en équilibre des principes importants.

Je me suis demandé, en réfléchissant au contenu de ce livre, ce qui pouvait expliquer une telle omission. L'importance démesurée que l'auteur accorde au jeu du marché et la transposition qu'il en fait sur les plans politique et social en seraient peut-être la cause. En effet, si on accepte la régulation de l'économie par le marché et si on pense que le politique tirerait avantage d'une dynamique analogue, toute entrave à cette règle, tout ce qui, en politique, irait au-delà du maintien du principe du marché, est à craindre. Du coup, toute construction politique qui dépasserait une régulation souple devient une aberration. Mieux vaut la libre concurrence même si celle-ci est artificielle et correspond plus au contexte au sein duquel les plus forts aiment se sentir à l'aise. Mieux vaut à la limite conserver l'image du *Small is beautiful* et oublier que tout renvoie à des forces concrètes totalement étrangères aux usagers, force qui, au demeurant, continuent de s'enrichir alors que la pauvreté se répand.